

Israël : élections ou guerre contre l'Iran ?



Israël : élections ou guerre contre l'Iran ?

Par Germán Gorraiz López

Israël : élections ou guerre avec l'Iran ? commentaires

Profitant des prétendues failles de sécurité dans la défense israélienne causées par le schisme entre les réservistes et Netanyahu, la branche armée du groupe islamiste Hamas a lancé la plus grande offensive militaire depuis 2007 avec l'infiltration de dizaines de ses membres dans les villes israéliennes et le lancement de milliers de projectiles contre de vastes zones, y compris Tel Aviv et Jérusalem, faisant 1400 victimes israéliennes et 220 otages.

Israël : élection ou guerre avec l'Iran ?

Netanyahou, utilisant la dictature invisible de la peur du Troisième Holocauste, qu'il s'agisse du Hamas, du Hezbollah ou de l'Iran, a profité de l'offensive sanglante du Hamas pour déclarer l'état de guerre (défense de la sécurité d'Israël) et déclencher une offensive dévastatrice dans la bande de Gaza qui lui donnerait un regain de popularité perdue par sa réforme juridique ratée et lui permettrait de contourner le processus judiciaire dans lequel il est accusé de corruption, de fraude et d'abus de confiance.

Mettre fin au nettoyage ethnique de Gaza

Netanyahou était déjà acculé par la répulsion de la communauté internationale face à la violation flagrante des droits de l'homme à Gaza, qui a fait près de 33 000 victimes civiles palestiniennes, ce qui a conduit l'Afrique du Sud à porter plainte contre Israël devant la Cour internationale de justice (CIJ) pour "crime de génocide" présumé, mais la décision solennelle de la Cour a entraîné la poursuite de l'invasion militaire israélienne de Gaza jusqu'à sa destruction totale.

Le véritable objectif de la campagne militaire à Gaza serait de provoquer une seconde nakba dans laquelle 1,5 million de Palestiniens seraient contraints de quitter une Gaza transformée en un amas de décombres et de restes humains rendant impossible le retour de la population gazaouie déplacée et confinée dans le camp de concentration à ciel ouvert situé à Rafah, une situation qualifiée d'"apocalyptique" par le Haut Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Volker Türk, qui a mis en garde contre "le risque croissant d'un génocide".

Ce confinement forcé de la population gazaouie serait une mesure de pression pour amener l'Égypte à ouvrir sa frontière et les Palestiniens à s'installer dans la péninsule du Sinaï, après quoi Israël procéderait à la déclaration unilatérale de souveraineté sur Gaza et ses zones maritimes, et pour achever son nettoyage ethnique, Netanyahu a ordonné l'assaut final sur Rafah après l'expulsion des milliers de Gazaouis qui y sont retenus, une opération militaire qui devrait se solder par un nouveau massacre de civils.

Ensuite, dans la deuxième phase du nettoyage ethnique israélien, nous assisterons à l'expulsion de la population arabe de Jérusalem-Est et à l'expansion ininterrompue des colonies israéliennes en Cisjordanie, laissant Ramallah comme un îlot palestinien dans un océan de colonies israéliennes où se morfondra un Abbas devenu un simple serviteur d'Israël.

Les ultra-orthodoxes organiseront-ils de nouvelles élections en juin ?

Les Haredim ne représentent que 14 % de la société israélienne, mais ils constitueraient un État dans l'État, essayant d'accaparer tous les domaines sensibles du pouvoir de l'État juif (l'intérieur, le logement, le Mossad et les commandants de Tsahal) et d'imposer la Halacha ou loi juive à plus de 43 % de la population qui se déclare laïque, le fait que l'État israélien n'autorise pas le mariage civil étant un paradigme à cet égard.

Les Juifs ultra-orthodoxes seraient une caste oisive (6 sur 10 ne travaillent pas et se consacrent à l'étude de la Torah) qui jouirait de privilèges et d'avantages et aurait la population laïque comme servante pour payer leur entretien, leur santé et leur éducation ainsi que la défense des frontières d'Israël puisqu'ils seraient exemptés du service militaire conformément à la loi adoptée par Ben Gourion en 1948.

Netanyahou, sous la pression des deux principaux partis ultra-orthodoxes, Shass et United Torah Judaism, a gelé une série de réformes entreprises par Lapid sur les réductions économiques au sein de la communauté ultra-orthodoxe, modifiant les réformes des lois sur la conversion et la loi sur l'enrôlement universel qui, pour la première fois, a obligé quelque 66 000 jeunes ultra-orthodoxes à servir dans l'armée. Cette mesure a été prise à la suite d'une vague de protestations sociales de la part d'une classe moyenne qui se plaignait des privilèges exagérés dont elle bénéficiait alors qu'elle ne contribuait ni aux caisses publiques ni au "fardeau" de la sécurité nationale. En effet, les ultra-orthodoxes seraient exemptés du service militaire, mais la loi autorisant cette exemption a été annulée en 2012 par la Cour Suprême.

Ainsi, selon un récent sondage, 70 % de la population juive estime que les ultra-orthodoxes devraient contribuer à la sécurité du pays et faire leur service militaire pendant la guerre d'Israël à Gaza, de sorte que l'entrée en vigueur attendue en mai de cette loi sur l'enrôlement obligatoire obligerait les deux principaux partis ultra-orthodoxes, Shass et United Torah Judaism, qui s'opposent farouchement à la conscription des juifs ultra-orthodoxes, à abandonner le gouvernement de coalition et à appeler à de

nouvelles élections.

Compte tenu de la désaffection croissante de la société israélienne à l'égard de M. Netanyahu en raison de sa gestion infâme de la crise avec le Hamas et de son manque d'intérêt pour le sauvetage des otages juifs vivants, selon les derniers sondages, le Likoud de M. Netanyahu serait évincé du pouvoir et la formation d'un gouvernement de salut, dont la tâche principale serait de rééditer les accords d'Oslo qui rendent possible la coexistence pacifique de deux peuples dans deux États, n'est pas hors de question. En attendant, Netanyahu, homme politique néfaste qui a tenté d'organiser un coup d'État autocratique et d'instaurer ensuite un régime présidentiel, pourrait faire l'objet d'un procès pénal dans lequel il sera accusé de négligence et de crimes contre les droits de l'homme, ce qui pourrait conduire à une condamnation pénale et à son départ définitif de la scène politique israélienne.

Guerre contre l'Iran ?

L'invasion israélienne de Gaza ne serait que la partie émergée de l'iceberg d'un accord secret conclu entre Biden et Netanyahu dans le but d'éviter la tenue de nouvelles élections dont ils semblent être les grands perdants. Selon ce plan, Israël et les États-Unis procéderont à la déstabilisation du Liban et de l'Iran par des méthodes expéditives, ce qui entraînerait le début d'un conflit régional majeur qui marquera l'avenir de la région dans les années à venir et constituerait une bouée de sauvetage pour Biden lorsque les élections prévues en novembre aux États-Unis seront suspendues, et pour Netanyahu, qui parviendrait à éviter les procès en cours et l'accusation possible de crimes contre l'humanité à l'encontre de la population gazaouie.

La récente attaque israélienne contre le consulat iranien à Damas, qui, selon l'agence de presse syrienne SANA, a entraîné la mort de trois hauts commandants des Gardiens de la révolution iraniens, dont le général de brigade Mohamed Reda al-Zahedi, et les récentes attaques au Liban contre des dirigeants du Hamas, sont l'appât israélien pour provoquer un conflit entre le Hezbollah et l'Iran.

Ainsi, profitant du fait que la Russie est occupée par l'Ukraine, que la Chine est encerclée par l'arc de crise nucléaire AUKUS pour protéger Taïwan et que les réserves stratégiques américaines sont à leur maximum, Biden utiliserait une première attaque surprise israélienne contre l'Iran pour déclencher une nouvelle guerre au Moyen-Orient avec le double objectif d'assécher les sources d'énergie de la Chine et de faire remonter sa cote de popularité afin d'être réélu lors des futures élections présidentielles de 2024.

Un tel conflit pourrait impliquer les trois superpuissances (Etats-Unis, Chine et Russie) avec les puissances régionales (Israël, Syrie, Egypte, Jordanie, Irak, Arabie Saoudite et Iran) comme collaborateurs nécessaires, et couvrirait l'espace géographique allant de l'arc méditerranéen (Israël, Syrie et Liban) au Yémen et à la Somalie dans le but avoué de dessiner la cartographie du Nouveau Moyen Orient favorable aux intérêts géopolitiques des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et d'Israël.

(Source Telesur)



Radio Habana Cuba